

LA TRAGÉDIE ESPAGNOLE 1936-1939

19 juillet 1936! Avec quel enthousiasme avons-nous accueilli la nouvelle de la magnifique riposte populaire au coup d'État militaro-fasciste.

Pour nous, qui venions de vivre les heures exaltantes des occupations d'usines et les succès de l'action directe, concrétisés par les accords que l'on sait sur la reconnaissance du droit syndical, les délégués d'entreprise, les quarante heures, relèvements de salaires, congés payés, etc..., l'action du peuple espagnol en lutte pour sa liberté portait en elle les plus folles espérances et nous n'étions pas loin de penser que, pour nous, cet exemple serait contagieux, qu'ici aussi «*tout était possible*».

Comment en eût-il été autrement quand la radio nous apprenait les premières victoires des combattants révolutionnaires, quand les actualités cinématographiques et les journaux nous montraient les miliciens armés, hommes et femmes, modernes sans-culottes porteurs du brassard rouge et noir, perchés sur les voitures réquisitionnées, en route pour le front et portant sur leur flanc, écrit en lettres énormes, le sigle CNT-FAI, ou transportés par les autos blindées hâtivement fabriquées par les usines aux mains des ouvriers qui les avaient immédiatement adaptées à l'industrie de guerre?

Comment n'aurions-nous pas été optimistes quand nos premiers contacts avec la Catalogne nous donnaient le spectacle de syndicats ouvriers prouvant leur maturité, par leur travail révolutionnaire constructif, se traduisant par la collectivisation progressive de la plupart des entreprises fonctionnant sous la direction ouvrière?

La non-intervention

Nous n'allions pas tarder à déchanter.

Les événements se précipitaient. Peu à peu, ces images d'Épinal s'estompaient, faisant place à une autre réalité grosse d'inquiétude.

La première douche nous fut administrée par ceux-là mêmes dont nous attendions le plus. Il allait de soi, en effet, pour le mouvement ouvrier de ce pays, que le gouvernement de *Front populaire* issu des élections de mai, celui qui avait légalisé les conquêtes ouvrières au début de juin, allait être le meilleur soutien de la jeune république sœur en péril.

Or, à la surprise générale, le socialiste Léon Blum, Président du Conseil, faisait à la Chambre une déclaration solennelle de neutralité, refusant même de livrer au gouvernement espagnol une commande d'avions faite avant les événements, et bloquant l'argent déposé en France pour les payer.

Que s'était-il passé?

Tout simplement qu'entre-temps, la réaction internationale n'était pas restée inactive devant un conflit dont l'issue risquait de lui enlever le marché espagnol. Elle avait choisi son camp; celui qui lui offrait le plus de garanties à cet égard.

L'impérialisme anglais, notamment, craignant pour son exploitation des richesses minières, ses chemins de fer, etc..., se livrait à un chantage savamment dosé à l'égard de la France, brandissant l'épouvantail hitlérien et menaçant de rompre les accords passés, c'est-à-dire de ne plus garantir les frontières françaises en cas d'attaque allemande.

Il a été établi depuis que ce sont, les affairistes de la *Cité de Londres* qui ont été non seulement à l'origine de la non-intervention, mais aussi du soulèvement des chefs militaires, le 19 juillet, afin de préserver leurs intérêts qu'ils supposaient menacés par la victoire de la gauche républicaine aux élections de février.

Et c'est ainsi que le gouvernement Blum fut amené à capituler honteusement et à endosser la paternité du pacte de non-intervention destiné soi-disant à paralyser l'aide des pays fascistes aux rebelles, alors que ceux-ci; tout en apposant leur signature, continuaient, avec la complicité tacite de leurs partenaires, à approvisionner l'armée de Franco en hommes, avions, tanks et artillerie dernier modèle.

Devant cette sinistre comédie, qui laissait les antifascistes espagnols démuni en face d'une armée de métier abondamment pourvue, les organisations révolutionnaires n'avaient plus à compter que sur elles-mêmes pour les secourir.

Sans plus attendre, l'*Union anarchiste* alertait ses militants dont beaucoup, depuis le début des hostilités, avaient spontanément, tant à Paris qu'en province, commencé l'effort de solidarité. En quelques jours était installé dans la capitale un centre de ravitaillement qui, sous l'impulsion de notre ami Lecoïn, allait prendre un vigoureux essor.

Notre siège fut vite connu des groupements et militants ouvriers et bientôt plusieurs camions de quatre et cinq tonnes circulaient chaque semaine entre Paris et Barcelone, transportant vivres, vêtements, médicaments, le tout camouflant les armes et munitions que nous avions pu nous procurer et qui franchissaient la frontière moyennant certaines complicités.

D'autre part, les délégués que nous adressaient nos camarades de la C.N.T.-F.A.I. trouvaient à notre siège une aide appréciable pour orienter leurs achats d'armements et autres.

Nous étions cependant bien placés pour nous rendre compte que tous ces efforts conjugués étaient loin de répondre aux immenses besoins des combattants révolutionnaires.

Aussi, pendant les trente mois que dura la guerre d'Espagne, notre *Comité pour l'Espagne Libre*, transformé plus tard en section française de la *Solidarité Internationale Antifasciste*, mènera parallèlement de vigoureuses campagnes contre la non-intervention et pour appeler la classe ouvrière à soutenir la résistance du peuple ibérique contre les fascismes coalisés. Les immenses affiches qui couvraient les murs de Paris, les meetings enthousiastes au Vél-d'Hiv', à Japy et dans les plus grandes salles parisiennes, sont encore dans la mémoire des militants de cette époque.

Dès les premiers jours de la Révolution, dans les régions, influencées par la C.N.T.-F.A.I., la classe ouvrière, industrielle et paysanne, s'était installée aux leviers de commande de l'économie. On trouvera, traitée dans les colonnes voisines, la question des collectivisations.

La contre-révolution

Il va de soi que ce monde nouveau qui s'élaborait et qui faisait table rase des anciennes institutions, ne pouvait satisfaire tout le monde.

Les politiciens du gouvernement de la République issu des élections de février 1936, ceux-là mêmes qui portaient la responsabilité de la rébellion - ayant refusé jusqu'au dernier moment, par crainte d'être débordés, et malgré les mises en garde des organisations ouvrières, l'armement du peuple qui eût découragé le clan des factieux - et qui avaient perdu la confiance populaire, voyaient leur pouvoir pratiquement annulé et intriguaient sourdement, soutenus par tous les vaincus du nouveau régime, pour se remettre en selle à la première occasion et donner des gages aux réactionnaires de tout poil et de tous pays qui suivaient avec angoisse les péripéties de la lutte où s'affrontaient la liberté et l'oppression.

Dans cette perspective, ils allaient trouver un allié de poids. Les hommes de la contre-révolution russe - qui atteignait alors son paroxysme avec les fameuses purges des procès de Moscou - ne pouvaient laisser se poursuivre, à l'autre bout de l'Europe, l'expérience de gestion libertaire dont la réussite eût été la consécration de leur propre faillite.

En outre, Staline, pris entre la menace du Japon, à l'Est, et la menace allemande, à l'Ouest, était anxieux d'améliorer ses relations avec la France et l'Angleterre.

Aussi, au lieu de répondre à l'attente générale en se portant au secours de l'Espagne républicaine de la même façon dont les italo-allemands pourvoyaient l'adversaire, s'était-il rallié à la sinistre comédie de la non-intervention, malgré les appels désespérés des Espagnols et à la grande déception des partis communistes nationaux qui, sur les instructions du *Komintern* - l'*Internationale communiste* - organisaient l'agitation en faveur de Madrid et recrutaient des volontaires pour les *Brigades internationales*.

Ce n'est que plusieurs mois après, devant le danger grandissant d'une Espagne - qui, on le sait, commande l'entrée de la Méditerranée - risquant de passer sous la coupe de Rome et de Berlin, et aussi la crainte de perdre leur ascendant sur les masses prolétariennes, indignées de leur carence persistante, que les maîtres du Kremlin changèrent d'attitude et décidèrent de fournir l'aide nécessaire pour vaincre Franco et ses alliés. Cela non sans avoir, en garantie de paiement, pris la précaution de faire rentrer en Russie un demi-milliard de dollars sur les 700 millions de la réserve d'or de la *Banque d'Espagne*.

C'est alors, grâce aux avions russes et au matériel d'artillerie qui les accompagnait, que fut stoppée «*in extremis*» la grande offensive sur Madrid des forces ennemies jusque-là maîtresses de l'air.

Les révolutionnaires espagnols terriblement infériorisés, avaient accueilli avec une joie compréhensible cette aide si opportune qui devait, hélas! par la suite, les décevoir si cruellement.

Pour l'heure, le prestige des Russes s'accrut considérablement. Les rangs du *Parti communiste espagnol*, quasi inexistant avant les hostilités, se grossirent rapidement tandis que grandissait son influence sur les hommes au pouvoir.

Dans le même temps, les partis communistes nationaux intensifiaient leur recrutement pour les *Brigades*, la Russie expédiait clandestinement un corps expéditionnaire sous la direction d'hommes sûrs et de commissaires politiques de la Tchéka, chargés de s'assurer la direction de l'intervention en Espagne et de soumettre le gouvernement aux visées de Moscou.

Les Russes, après avoir obtenu une participation légitime dans la direction des opérations militaires, imposèrent leurs hommes à des postes essentiels dans l'armée et la police, puis au gouvernement et leur premier soin fut de proclamer leur intention de protéger les démocraties menacées par le fascisme, mais non de favoriser la révolution socialiste. Ils exigeaient que l'on n'aille pas plus loin, en Espagne, que le rétablissement d'une république démocratique.

Les positions se trouvaient ainsi nettement établies; d'un côté, les partisans de l'ordre bourgeois, socialistes de droite, staliniens; de l'autre, les révolutionnaires bien résolus à défendre leurs récentes conquêtes et à poursuivre l'instauration d'une société sans exploités ni exploités.

Nos camarades de la C.N.T.-F.A.I., dont la force et l'influence sur l'énorme majorité du peuple restaient intactes et quelques groupes oppositionnels de l'U.G.T. et du *Parti Ouvrier d'Unification Marxiste* (P.O.U.M.), se trouvaient donc placés devant ce dilemme: collaborer et s'incliner en consentant les concessions inévitables que cela comportait ou chasser résolument les usurpateurs et se retrouver seuls, sans armes, face à toutes les forces conservatrices et fascistes coalisées. Comment tenir dans ces conditions?

On a beaucoup épilogué sur les «*fautes*» commises à ce moment par nos camarades et sur leur passivité à l'égard des fossoyeurs de la révolution. Leur erreur fut sans doute, par méconnaissance des méthodes de «*l'appareil*» stalinien d'avoir méprisé leur hostilité implacable, d'avoir cru que leur propre supériorité numérique leur permettait des concessions provisoires afin de ne pas diviser les forces antifascistes et affaiblir ainsi le front militaire qui eût facilité la victoire de Franco.

Ils avaient compté sans la duplicité d'adversaires politiques ne reculant devant aucun moyen pour écarter ou supprimer quiconque se travers de leurs machinations.

La place nous manque pour relater par le détail les odieux procédés employés par les serviteurs de Staline pour parvenir à leurs fins: campagnes d'injures et de calomnies pour discréditer l'action des militants et des organisations échappant à leur obédience; toute critique de leurs agissements, tout commentaire défavorable sur la situation en Russie, toutes relations avec des éléments non orthodoxes étaient dénoncés comme une trahison.

Sous leur pression, la presse d'opposition fut bientôt soumise à la censure, voire supprimée. Des milliers d'arrestations furent opérées, y compris celles de nombreux volontaires étrangers venus combattre Franco. Tout comme en Russie, la Tchèque employait ses moyens habituels pour extorquer des aveux par la torture et procéder à des exécutions sommaires.

Les tragiques événements de mai 1937, à Barcelone, qui préludèrent à la lutte ouverte entre les forces révolutionnaires et la coalition stalino-bourgeoise, furent le fait des hommes de main de la Tchèque pour exiger de Largo Caballero, ancien secrétaire de l'U.G.T. devenu président du Conseil, la dissolution de toutes les organisations et mouvements antistaliniens.

Celui-ci ayant refusé d'accéder à cette demande dut démissionner, ce qui permit à la Tchèque d'installer à sa place un homme entièrement à sa dévotion, le Dr Negrin.

Ce fut alors la mise en application, dans toute sa rigueur, du plan annoncé par la «*Pravda*» dès le 17 décembre 1936:

«*Quant à la Catalogne, l'épuration des éléments trotskystes et anarcho-syndicalistes est commencée; cette œuvre se poursuivra avec la même énergie que celle avec laquelle elle a été conduite en U.R.S.S.*».

Les conséquences: intensification de la répression, liquidation physique de nombre de valeureux militants parmi lesquels notre camarade Camillo Berneri, l'éminent philosophe anarchiste italien; Andrés Nin, secrétaire du P.O.U.M., et combien d'autres... Boycott systématique en armement des fronts tenus par la C.N.T.-F.A.I., dissolution du *Conseil d'Aragon* préfaçant la destruction des collectivités agricoles, etc...; toutes choses qui devaient précipiter la défaite et livrer l'Espagne républicaine à Franco.

En effet, toutes ces dissensions internes rendaient la situation militaire chaque jour plus difficile à la grande satisfaction des puissances fascistes qui maintenant intervenaient ouvertement.

Sur ces entrefaites, le Japon, qui commençait à envahir la Chine, créait d'autres préoccupations pour Staline qui, sentant la partie perdue, diminuait graduellement son aide, abandonnant le guépier espagnol.

La chute de Barcelone devait marquer le point final de cette lutte mémorable au cours de laquelle succombèrent plus d'un million d'hommes, femmes et enfants.

Depuis, nos camarades espagnols en exil un peu partout dans le monde, et particulièrement en France, ont tiré la dure leçon de ces événements sans même trouver, dans leur amertume, un mot de reproche pour notre coupable indifférence.

Mais il est encore temps de «*réparer*» en nous montrant plus solidaires, en associant plus étroitement nos efforts aux leurs pour que soit enfin abattu le régime abhorré qui tient sous son joug, dans la servitude et la misère, un peuple indompté qui, à plusieurs reprises, a manifesté sa volonté d'en finir avec la chiourme qui l'opprime.

Nous devons, nous pouvons, l'y aider autrement que par de platoniques manifestations de sympathie. Le voudrions-nous?

Nicolas FAUCIER.
